Staff Relations in the Civil Service (The Canadian Experience),
SAUL-J. FRANKEL. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 331 pages —
MCGILL UNIVERSITY PRESS, 3458, rue Redpath, Montréal 25,
1962 (\$7.50)

Camille Martin

Volume 38, numéro 3, octobre-décembre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001869ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001869ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1962). Compte rendu de [*Staff Relations in the Civil Service (The Canadian Experience)*], SAUL-J. FRANKEL. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 331 pages — MCGILL UNIVERSITY PRESS, 3458, rue Redpath, Montréal 25, 1962 (\$7.50). *L'Actualité économique*, 38(3), 487–487. <https://doi.org/10.7202/1001869ar>

L'élevage est depuis longtemps une des principales activités agricoles des Cubains et il occupe encore le deuxième rang parmi les sources de revenu agricole. M. Coleou recherche, dans une première partie de son étude, les facteurs limitant les progrès de cette branche de l'industrie agricole ; il montre, dans une deuxième partie, la nécessité d'établir à Cuba un élevage moderne intensif, sur des bases rationnelles ; et, dans une troisième partie, il préconise l'application rapide aux problèmes essentiels de solutions d'urgence.

On ne peut guère exagérer l'importance du problème agraire étudié ici, attendu que ce problème domine la situation économique et même politique non seulement à Cuba mais dans toute l'Amérique latine. Camille Martin

Staff Relations in the Civil Service (The Canadian Experience),
SAUL-J. FRANKEL. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 331 pages. —
MCGILL UNIVERSITY PRESS, 3458, rue Redpath, Montréal 25,
1962. (\$7.50).

Dans un pays comme le nôtre où, dans le secteur industriel privé, le syndicalisme a toute liberté de se développer, les rapports entre l'État et ses employés sont d'une particulière complexité. Où trouver une formule qui, tout en tenant compte du statut légal spécial de l'État, ne s'éloigne pas trop des pratiques courantes des négociations collectives, c'est-à-dire, en somme, dans quelle mesure les fonctionnaires peuvent-ils avoir leur mot à dire lorsqu'il s'agit d'établir leurs conditions d'emploi ? En fait, les fonctionnaires jouissent-ils du droit d'association ? Si oui, est-ce que le caractère particulier de l'État ne pose pas des limites à leur action dans ce domaine ? Y a-t-il lieu dans ce cas de permettre des négociations bilatérales ? L'État devrait-il alors se considérer lié ? Qu'arriverait-il si les parties ne pouvaient en venir à une entente ? Y a-t-il une alternative à la grève ?

Voilà donc quelques-unes des questions que pose le problème particulier des relations entre l'État et ses employés et dont la réponse exige un examen des associations de fonctionnaires, des réactions des gouvernements, des mécanismes mis sur pied, etc.

C'est là la tâche que s'est imposée l'auteur dans le présent volume. Les relations entre le gouvernement fédéral et ses employés font l'objet de la première partie de l'ouvrage et celles qui se sont établies entre leurs employés et les cinq provinces du Canada les plus avancées dans ce domaine, soit la Saskatchewan, l'Alberta, le Manitoba, l'Ontario et la Colombie, forment la seconde partie.

Ce travail constitue une très bonne analyse de ce problème que rencontrent tous les gouvernements. Il n'est pas tant une description d'un secteur de l'activité humaine, si important soit-il, qu'une étude d'un important point d'histoire en matière constitutionnelle. L'harmonie intérieure que favorise une société contemporaine étant une de ses grandes forces, le sort des relations entre l'État et ses employés ne peut être qu'un sujet de la plus haute importance.

Camille Martin